MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 24 août 2026

Chine continentale

Conjoncture (ici)

Marché du travail : le chômage des 16-24 ans progresse et s'établit à 17,9 % en juillet

Consommation : net ralentissement des ventes au détail en juillet

Politique économique : Pékin mise sur les petites villes et les zones rurales pour stimuler la consommation intérieure

Finance (ici)

Fiscalité : Application de l'imposition de 20 % sur les revenus des *trusts offshore*

Échange et politique commerciale (ici)

Relations Chine-US : nouvelles contre-mesures commerciales à l'encontre des Etats-Unis

Industrie et numérique (ici)

Minéraux critiques : croissance du leader des terres rares tirée par les véhicules électriques et la robotique

Intelligence artificielle : la Chine aurait autorisé l'achat de puces H200

Robotique : Unitree fait son entrée en Bourse à Shanghai

Développement durable, énergie et transports (ici)

Energie : la Chine publie trois plans quinquennaux pour l'évolution de son système énergétique d'ici 2030

Transport maritime : la Chine inaugure sa première ligne commerciale régulière par le pôle Nord

Actualités locales (ici)

Shanghai : la ville publie son plan numérique quinquennal axé sur la blockchain et l'IA

Shanghai : la province émet sa deuxième tranche d'obligations d'innovation scientifique et technologique de Chine

Shanghai : l'entreprise CCSH, troisième fabricant mondial de mémoires NAND, prévoit une introduction sur le STAR Market

Wuhan : inauguration de Dongfeng Stellantis Automotive Technology (Wuhan) Co., Ltd

Hong Kong et Macao

Hong Kong (ici)

Marché boursier : HKEX enregistre un bénéfice trimestriel record

Marché boursier : Alibaba lève 10,2 Mds USD pour financer son expansion dans l'IA

Marché boursier : Shein vise une valorisation de 27 Mds USD pour son introduction en bourse

Relation sino-américaine : CK Hutchison réclame 1,5 Md USD au Panama dans le litige sur les ports du canal

Macao (ici)

Plan quinquennal (2026-2030) : Macao accélère la diversification économique et la rénovation urbaine

Taïwan (ici)

Economie : grâce à une solide performance du commerce extérieur, Taïwan enregistre une croissance du PIB de 14 % au premier semestre 2026 (en g.a.)

Budget 2026 : Avec 266 jours de retard, le budget général pour l'année 2026 est finalement adopté par le Yuan législatif

Investissement : le Fonds national de développement (NDF) valide la première phase du mécanisme de garanties de crédits de 250 Mds USD accordé par Taïwan dans le cadre de l'accord commercial avec les Etats-Unis

Tarifs : les drones et composants de drones taïwanais seront imposés selon un tarif « privilégié » de 15 % dans le cadre d'une nouvelle vague mondiale de tarifs américains

Drones : Taïwan devient le 3ème exportateur de batteries à destination de l'Ukraine en 2025

Intelligence artificielle : Visionbay.ai, filiale de *cloud computing* de Foxconn, a mis en service son datacenter de 5 MW à Taïwan

Chine continentale

Conjoncture

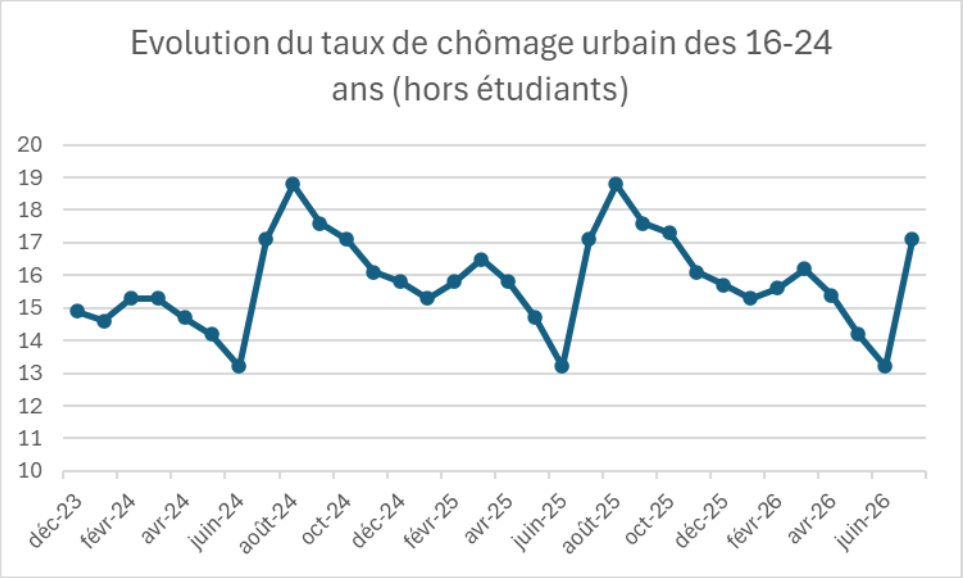
Marché du travail : le chômage des 16-24 ans progresse et s'établit à 17,9 % en juillet

En juillet, le taux de chômage des jeunes chinois âgés de 16 à 24 ans, hors population étudiante, a enregistré une forte progression, pour s'établir à 17,9 %, soit une progression de +3 points de pourcentage par rapport au mois précédent. Si cette progression est en partie liée à un effet saisonnier provoqué par l'arrivée de millions de nouveaux diplômés sur le marché du travail, il s'agit du niveau le plus élevé observé en juillet depuis la reprise de la publication des chiffres du chômage[1](17,1 % en juillet 2024, 17,8 % en juillet 2025).

Par ailleurs, cette tendance touche l'ensemble du marché du travail, avec un taux de chômage urbain qui a augmenté de 0,2 point en juillet pour atteindre 5,2 %, une hausse supérieure à la moyenne historique de 0,1 point observée pour la période 2019-2025.

Du côté des enquêtes de conjoncture, le PMI manufacturier officiel du Bureau national des statistiques, après avoir évolué en zone d'expansion avant l'été, s'est établi à 49 en juillet, démontrant là aussi les tensions sur l'activité industrielle. Dans le secteur non-manufacturier (services et construction), le PMI s'est maintenu nettement sous le seuil d'expansion à 45,4, en cohérence avec la persistance de la chute de l'investissement immobilier (47 pour l'indice d'activité du secteur).

[1] Le Bureau national des statistiques avait suspendu la publication des chiffres du chômage en juillet 2023, avant de la reprendre en décembre 2023 avec un nouveau mode de calcul qui exclut les étudiants en cours de scolarité. Depuis l'adoption de cette méthode, les records de chômage pour les 16-24 ans ont été observés en août 2024 (18,8 %) et en août 2025 (18,9 %).

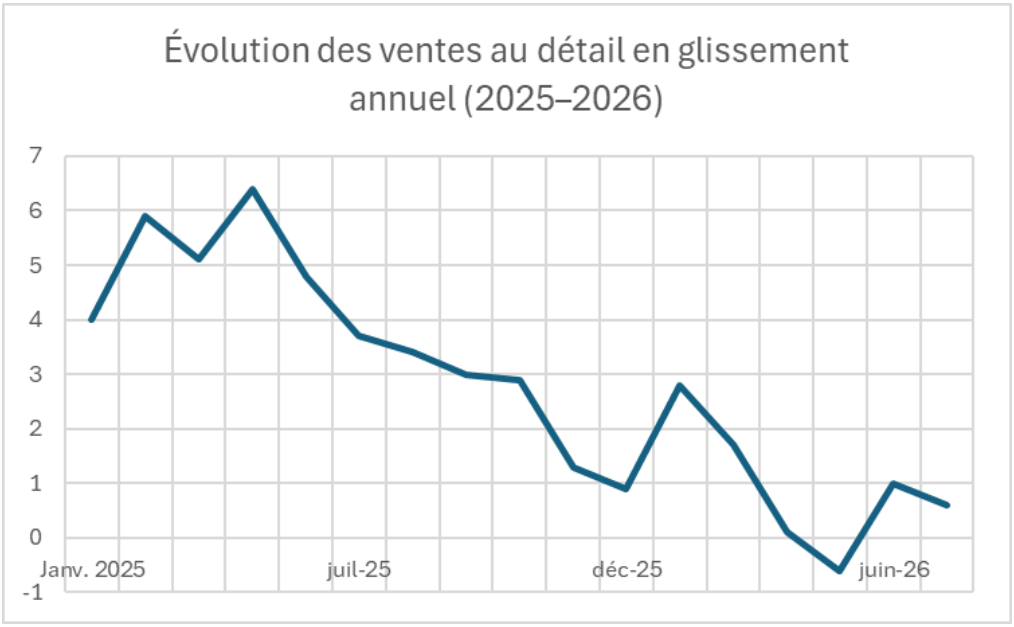


Source : Bureau National des Statistiques de Chine (NBS)

Consommation : net ralentissement des ventes au détail en juillet

La croissance des ventes au détail en Chine a accusé un net ralentissement en juillet, s'établissant à +0,6 % (g. a.) contre +1 % en juin, selon les données publiées par le Bureau national des statistiques.

Ce ralentissement touche notamment les ventes du secteur automobile (baisse des ventes en valeur de -17 % en juillet en g. a.), freinées par la suppression progressive des aides de l'Etat qui visaient à stimuler l'achat de véhicules à énergie nouvelle. En outre, la crise qui se poursuit dans l'immobilier et la baisse des cours de l'or a pesé sur les ventes de matériaux de construction et de décoration (-14,2 %) ainsi que sur la joaillerie (-10,1 %). La consommation de services a quant à elle continué à progresser (+5,0 % en g. a. cumulé de janvier à juillet).



Source : Bureau National des Statistiques de Chine (NBS)

Politique économique : Pékin mise sur les petites villes et les zones rurales pour stimuler la consommation intérieure

Le gouvernement chinois a dévoilé une série de mesures destinées à dynamiser la consommation dans les villes secondaires, les districts et les zones rurales. Ces marchés dits « de rang inférieur » représentent environ 70 % de la population nationale et 60 % des ventes au détail de biens de consommation. Le plan d'action, publié conjointement par le ministère du Commerce et huit autres autorités - dont la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) et le ministère des Finances (MoF) - prévoit la modernisation des centres commerciaux et des marchés ruraux, l'amélioration des réseaux de distribution logistique, l'optimisation des services pour l'enfance et les personnes âgées, ainsi que des incitations pour encourager l'implantation de premières boutiques de marques nationales et internationales.

Retour au sommaire ici

Finance

Fiscalité : application de l'imposition de 20 % sur les revenus des *trusts offshore*

Le ministère des Finances et l'Administration fiscale d'État ont publié des directives détaillées confirmant l'application d'un impôt sur le revenu des personnes physiques de 20 % sur les gains et revenus générés par *les trusts offshore*. Sans instaurer de nouvel impôt, ces règles visent à combler les failles juridiques et à appliquer strictement la taxation des revenus des résidents chinois générés par les *trusts* à l'étranger.

Ces mesures comportent une portée rétroactive permettant aux autorités fiscales de remonter jusqu'à trois ans en arrière, couvrant les transferts d'actifs réalisés depuis le 1er janvier 2023, voire au-delà pour les montants exceptionnels. Les contribuables disposent d'un délai de 90 jours à compter du 24 juillet 2026 pour régulariser leurs passifs fiscaux non acquittés sur les distributions antérieures.

Retour au sommaire ici

Échanges et politique commerciale

Relations Chine-US : nouvelles contre-mesures commerciales à l'encontre des Etats-Unis

Le 5 août 2026, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a annoncé une série de quatre mesures visant des entités américaines, les exportations de biens à double usage vers les États-Unis ainsi que certains produits importés. Les autorités chinoises ont justifié ces décisions par la défense de sa souveraineté, de sa sécurité nationale et de ses intérêts de développement. Elles font suite à l'adoption par Washington de nouvelles restrictions sur les importations d'onduleurs et de robotique avancée, ainsi que des droits additionnels et des désignations d'entités chinoises soupçonnées de recourir au travail forcé au Xinjiang.

Deux arrêtés (n°2 et n°3) placent, avec effet immédiat, sept entités américaines sur une liste de contre-mesures, dont *Applied DNA Sciences*, *Stratum Reservoir* et *Altana Technologies*. Les organisations et personnes établies en Chine se voient désormais interdire toute transaction ou coopération avec ces entités. La Chine accuse les six premières d'avoir soutenu les sanctions américaines liées au Xinjiang et la dernière d'avoir assisté la *Federal Communications Commission* (FCC) dans l'adoption de mesures visant des entreprises chinoises.

La Chine a également renforcé, avec effet immédiat, les contrôles à l'exportation vers les États-Unis de drones, de leurs principaux composants et des technologies connexes inscrits sur sa liste de biens à double usage. Les demandes seront soumises à un examen renforcé au cas par cas et ne pourront pas bénéficier des mécanismes de facilitation des licences.

Enfin, le MOFCOM a ouvert une enquête de sécurité nationale sur les équipements de bureau importés dotés de fonctions d'impression et de copie et utilisant des logiciels systèmes étrangers. Si le texte ne mentionne aucun pays en particulier, elle s'inscrit toutefois dans le même train de mesures adopté en réponse aux restrictions américaines. En pratique, l'enquête pourrait affecter directement les intérêts d'entreprises américaines telles que HP et Xerox, présentes sur le marché chinois des équipements de bureau haut de gamme et dont les appareils reposent largement sur des logiciels conçus ou actualisés aux États-Unis.

Retour au sommaire ici

Industrie et numérique

Minéraux critiques : croissance du leader des terres rares tirée par les véhicules électriques et la robotique

Au premier semestre, JL Mag Rare Earth, premier producteur mondial d'aimants permanents à base de terres rares, a enregistré un chiffre d'affaires de 4,7 Mds RMB (+33 % en g.a.). Les secteurs des véhicules électriques (50 % du chiffre d'affaires sur la période) et de la robotique représentent les principaux vecteurs de cette croissance. Selon les prévisions de la société, le développement des robots industriels et humanoïdes, dont les moteurs intègrent les aimants permanents, continuera de soutenir la demande globale à moyen terme. Pour accompagner cette évolution des marchés, l'entreprise prévoit d'accroître son potentiel industriel : sa capacité de production actuelle de 40 000 tonnes d'aimants par an devrait être portée à 60 000 tonnes par an d'ici la fin de l'année 2027.

Intelligence artificielle : la Chine aurait autorisé l'achat de puces H200

Selon le Financial Times, dans un article publié le 19 août 2026, la Chine aurait autorisé l'entrée de petites quantités de puces H200, utilisées notamment pour entrainer des modèles d'intelligence artificielle (IA) et conçues par l'entreprises américaine Nvidia, afin de soutenir ses entreprises d'IA face à la concurrence américaine. Les entreprises chinoises du numérique ByteDance et Tencent auraient reçu environ 10 000 puces chacune, tandis que d'autres groupes technologiques pourraient bientôt obtenir des livraisons similaires.

Bien que les États-Unis aient autorisé l'achat de puces H200 en mai 2026, Pékin n'avait, jusqu'ici, vraisemblablement pas autorisé leur achat (voir Brèves du SER de Pékin – semaine du 18 mai 2026).

Robotique : Unitree fait son entrée en Bourse à Shanghai

Le 19 août 2026, Unitree Robotics, entreprise chinoise spécialisée dans les robots humanoïdes, a fait son entrée en Bourse (IPO) sur le STAR Market de Shanghai. Son action a connu une hausse initiale de 629 %, atteignant 1 100 RMB (141 EUR), avant de subir une correction de 48 % en cinq jours. Le 27 août, elle a regagné 4 %, clôturant à 615 RMB (79 EUR), pour une capitalisation boursière de 249 Mds RMB (32 Mds EUR). Cette valorisation dépasse les estimations pré-IPO, qui situaient l'entreprise entre 51 et 56 Mds RMB (7 Mds EUR).

Retour au sommaire ici

Développement durable, énergie et transports

Energie : la Chine publie trois plans quinquennaux pour l'évolution de son système énergétique d'ici 2030

En août, la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) et l'Agence nationale de l'Energie (NEA) ont dévoilé trois déclinaisons du 15e plan quinquennal couvrant le secteur électrique, l'industrie charbonnière, ainsi que l'industrie du pétrole et du gaz.

La déclinaison du plan quinquennal pour le nouveau système électrique met en avant les efforts de décarbonation du mix électrique chinois, par (i) l'intégration des énergies renouvelables au réseau (2,8 TW intégrées d'ici 2030), (ii) le développement du nucléaire (+44 GW d'ici 2030) ainsi que (iii) le développement du réseau (+80 GW de lignes à ultra-haute tension d'ici 2030). Le plan vise également à accélérer l'électrification des usages. La part de l'électricité dans la consommation énergétique totale devra s'élever à 35 % (contre 30 % en 2025) et le nombre de bornes de recharge passera de 19 à 40 millions, pour desservir 110 millions de véhicules électriques. Toutefois, le charbon reste une variable importante de la sécurité énergétique de la Chine. L'objectif de 50 % d'énergies non fossiles d'ici 2030, contre 42 % aujourd'hui, rappelle que l'électricité chinoise demeurera pour moitié carbonée en 2030.

Le plan quinquennal consacré à l'industrie charbonnière confirme le caractère « vital » du charbon pour la sécurité énergétique de la Chine tout en actant l'évolution de son rôle vers une ressource clé pour l'industrie chimique. Le texte acte un pic de consommation du charbon entre 2026 et 2030, sans fixer d'échéance précise, alors que certaines instances gouvernementales évoquaient auparavant l'horizon de 2027. A l'inverse du 14e plan quinquennal, aucun objectif chiffré de production n'est fixé, hormis le maintien de l'objectif de capacité de réserve de production (100 Mt/an). Le plan renforce le contrôle étatique sur le secteur minier, avec l'obligation d'inscrire toute nouvelle unité de production dans un registre national. Enfin, le plan anticipe une baisse de la demande en charbon pour la production électrique, mais prévoit une hausse, dans des proportions moindres, de son usage dans l'industrie de la chimie.

A l'instar du charbon, le volet du 15e plan quinquennal dédié à pétrole et au gaz naturel acte l'atteinte du pic de consommation pétrole sans fixer de date précise. La croissance de la production pétrolière devrait rester modérée et les autorités annoncent le contrôle strict des nouvelles capacités de raffinage pour lutter contre les surcapacités. Il prévoit une trajectoire différente pour le gaz, dont le rôle est destiné à croître. Le plan vise ainsi à renforcer les capacités (i) de stockage de gaz naturel (capacité passant de 11 % à 13 % de la consommation annuelle), (ii) de réception de gaz naturel liquéfié (+40 M de tonnes par an) et (iii) d'importation par

gazoduc (env. +15 Mds de m^3 par an). A noter, que sur la consommation du gaz naturel, le plan ne fixe pas de pic de consommation.

Ainsi, ces trois plans quinquennaux confirment que la Chine ne programme pas de sortie complète des énergies fossiles, mais leur recomposition vers de nouveaux usages (chimie du charbon) et de nouvelles énergies de transition (gaz). Le système énergétique en 2030 devra intégrer davantage d'énergies non-fossiles, mais la décarbonation restera subordonnée à l'impératif de sécurité énergétique.

Transport maritime : la Chine inaugure sa première ligne commerciale régulière par le pôle Nord

Le 15 août 2026, l'armateur Sea Legend Shipping a lancé la première ligne commerciale régulière de conteneurs via l'Arctique. Ce projet concrétise la stratégie chinoise de « route de la soie polaire », dans un contexte de tensions en mer Rouge qui perturbent les routes maritimes classiques.

L'armateur assure l'exploitation de cette ligne d'août à octobre, période durant laquelle la fonte estivale des glaces rend la route praticable. L'entreprise prévoit une liaison hebdomadaire au moyen d'une flotte de sept navires à coque renforcée. Ces navires ne disposent cependant pas d'une capacité de déglaçage autonome et restent dépendants des brise-glaces russes sur certains tronçons de la route maritime.

Le trajet, d'une durée d'environ 20 jours, permet de diviser par deux le temps de transport par rapport aux itinéraires empruntant le canal de Suez. Les liaisons partent principalement du port de Ningbo-Zhoushan et empruntent la Route maritime du Nord, sous gestion russe, pour desservir plusieurs terminaux européens majeurs : Felixstowe (Royaume-Uni), Rotterdam (Pays-Bas), Hambourg (Allemagne) et Gdynia (Pologne). Les navires transportent des marchandises telles que des batteries, des équipements photovoltaïques et des composants pour véhicule électriques.

Sur le plan environnemental, l'augmentation du trafic maritime accroît les risques de marées noires et de réchauffement climatique. En cas de déversement, les températures froides ralentissent la dégradation des hydrocarbures et l'éloignement complique toute intervention. Par ailleurs, le carbone noir, une fois déposé sur la neige et la glace, en réduit le pouvoir réfléchissant et accélère leur fonte en absorbant davantage de chaleur.

Dans un délai de cinq à dix ans, Sea Legend vise une navigation arctique praticable toute l'année.

Retour au sommaire ici

Actualités locales

Shanghai : la ville publie son plan numérique quinquennal axé sur la blockchain et l'IA

Le 19 août, la municipalité de Shanghai a publié une stratégie quinquennale pour accélérer le développement de son économie numérique. L'objectif est que, d'ici 2030, la valeur ajoutée des industries de base de l'économie numérique représente plus de 20 % du PIB municipal (contre 18 % en 2025). Le plan définit ainsi cinq domaines de développement clés pour la période 2026-2030, à savoir les infrastructures numériques, la coopération internationale en matière de données, la croissance économique axée sur la technologie, la gouvernance intelligente et les services publics numériques. L'unique mesure contraignante porte sur la promotion de la technologie blockchain, pour faire passer de 60 % actuellement à 100 % en 2030, la couverture de cette technologie dans les industries clés (services financiers, transport et logistique, ainsi que les initiatives écologiques). Le plan porte aussi sur l'accélération de la construction de centres de calcul intelligents dans des districts tels que Pudong, Jinshan, Songjiang, Qingpu et Lingang.

Shanghai : la province émet sa deuxième tranche d'obligations d'innovation scientifique et technologique de Chine

Récemment, la succursale de la Banque populaire de Chine (PBoC) dans la province de l'Anhui a débuté l'émission d'obligations d'innovation scientifique et technologique. Le 19 août 2026, elle a émis sa deuxième tranche de ce type d'obligations pour le compte d'Anhui Yingliu Electromechanical, entreprise privée de fabrication d'équipements destinés notamment aux secteurs de l'aérospatial et du nucléaire. D'une durée de trois ans et affichant un taux de 1,93 %, les obligations ont été émises en prenant en compte des critères liés à la R&D et au potentiel technologique de l'entreprise. La principale caractéristique de cette ligne d'émission réside dans l'activation d'un nouvel « outil de partage des risques », créé en janvier 2026 qui vise à mieux protéger les investisseurs en cas de défaut en répartissant le risque entre la Banque centrale et une garantie locale. Le développement d'outils financiers spécifiques au secteur de l'innovation fait partie des priorités de la province qui, en mai 2026, a rendu public 18 mesures visant à soutenir ce secteur.

Shanghai : l'entreprise CCSH, troisième fabricant mondial de mémoires NAND, prévoit une introduction sur le STAR Market

CCSH Corporation, la société mère du géant chinois des puces mémoire Yangtze Memory Technologies Corporation (YMTC), a annoncé le 21 août 2026 son intention de lever au moins 33 Mds CNY (4,9 Mds USD) dans le cadre d'une introduction à la Bourse de Shanghai sur le marché STAR dédié aux entreprises technologiques. Les dirigeants du secteur s'attendent à ce que sa valorisation soit comparable à celle de son concurrent chinois ChangXin Memory Technologies (CXMT), récemment coté en bourse. La société avait réalisé un bénéfice pour la première fois en 2024, tandis que l'essor de l'intelligence artificielle (IA) porte les champions chinois de la mémoire.

Wuhan : inauguration de Dongfeng Stellantis Automotive Technology (Wuhan) Co., Ltd

Le 20 aout 2026 a eu lieu à Wuhan l'inauguration de Dongfeng Stellantis Automotive Technology (Wuhan) Co., Ltd (DSAT).. Cette nouvelle coentreprise franco-chinoise rassemble : le groupe Stellantis (13,53 %), Dongfeng Motor (13,53 %), Dongfeng Peugeot-Citroën Automobile (24,12 %), le groupe Yangtze Industry (9,76 %), le groupe Wuhan Financial Holdings (19,52 %) et le groupe Wuhan Economic Development Industry Investment (19,52 %). Quatre nouveaux modèles de véhicules à énergie nouvelle (NEV), comprenant deux modèles de la marque Jeep et deux modèles de la marque Peugeot, seront lancés à partir de 2027.

Retour au sommaire ici

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Marché boursier : HKEX enregistre un bénéfice trimestriel record

Hong Kong Exchanges & Clearing Ltd. (HKEX) a publié, au deuxième trimestre, un bénéfice net record de 5,38 Mds HKD (686 M USD), en hausse de 21 % sur un an et supérieur au consensus de marché de 4,91 Mds HKD (626,3 M USD). Les revenus de ses activités principales ont progressé de 17 %, soutenus par la vigueur des volumes de transactions et le rebond des introductions en bourse.

Au premier semestre, les levées de fonds des introductions en bourse (IPO) ont en effet augmenté de 94 % : 87 entreprises ont levé 27 Mds USD au total, plaçant Hong Kong au deuxième rang mondial, derrière le Nasdaq.

HKEX a par ailleurs ajouté 8 fonds négociés en bourse (ETF) au *Southbound* du *Stock Connect*, portant à 31 le nombre total de fonds éligibles fin juin. Pékin a également annoncé son soutien à l'investissement des assureurs chinois dans les ETF cotés à Hong Kong via ce dispositif, ce qui pourrait renforcer les flux de capitaux en provenance de Chine continentale.

Bonnie CHAN, directrice générale de la HKEX, dont le mandat a été renouvelé pour trois ans à compter de mars 2027, a souligné la solidité des perspectives à long terme malgré les incertitudes macroéconomiques et géopolitiques. Les investisseurs restent toutefois attentifs à la diversification des revenus de HKEX au-delà des actions, tandis que le régulateur hongkongais renforce ses mises en garde aux banques d'investissement sur la qualité des dossiers d'IPO.

Marché boursier : Alibaba lève 10,2 Mds USD pour financer son expansion dans l'IA

Alibaba Group Holding a levé 80 Mds HKD (10,2 Mds USD), lors de la plus importante émission secondaire d'actions jamais réalisée à Hong Kong. Malgré une demande institutionnelle près de trois fois supérieure à l'offre, le cours de l'action a chuté de 8,5 % le 24 août, sa plus forte baisse depuis le début de 2025.

Les fonds levés doivent soutenir le développement des capacités d'intelligence artificielle du groupe. Alibaba prévoit d'investir 56,5 Mds USD sur trois ans dans les semi-conducteurs, les centres de données et le développement de grands modèles de langage. Le président, Joseph TSAI, et le directeur général, Eddie WU, ont par ailleurs acquis, le 24 août, des actions pour 80 M HKD et 40 M HKD, respectivement.

Cette levée de fonds souligne l'intensification de la concurrence entre les géants chinois et américains de la technologie, dans un contexte de hausse des coûts de calcul et de pression accrue sur la rentabilité. Alibaba a porté ses dépenses d'investissement à 10 Mds USD au deuxième trimestre, tandis que ses marges s'érodent sous l'effet de la compétition avec OpenAI et Anthropic.

Marché boursier : Shein vise une valorisation de 27 Mds USD pour son introduction en bourse

Le groupe de mode éphémère Shein vise une valorisation comprise entre 26 et 27 Mds USD lors de son IPO à Hong Kong, prévue le 1er septembre. Cette cotation pourrait permettre de lever jusqu'à 1,8 Md USD, avec environ 90 % des actions réservées aux investisseurs institutionnels internationaux.

Cette valorisation se situe 75 % en dessous du pic d'environ 100 Mds USD atteint lors d'une levée de fonds privée en 2022. Elle intervient après l'abandon de projets de cotation à New York et à Londres, dans un contexte de préoccupations politiques et réglementaires liées, notamment à la chaîne d'approvisionnement chinoise du groupe.

Les investisseurs de référence, soumis à une période de conservation de six mois, auraient souscrit environ un cinquième de l'offre. Parmi eux, la société chinoise de capital-investissement Boyu Capital aurait reçu l'allocation la plus importante, à hauteur de 150 M USD, tandis que General Atlantic, Tiger Global et Tencent auraient chacun obtenu 50 M USD.

Shein prévoit d'allouer environ 40 % des fonds levés aux investissements technologiques, 40 % au marketing, 10 % à des initiatives de responsabilité d'entreprise et les 10 % restants à ses besoins généraux.

Relation sino-américaine : CK Hutchison réclame 1,5 Md USD au Panama dans le litige sur les ports du canal

Le groupe hongkongais CK Hutchison Holdings a engagé une procédure d'arbitrage international contre le Panama, réclamant plus de 11,7 Mds HKD (1,5 Md USD) de dommages et intérêts après la reprise par les autorités panaméennes des terminaux de Balboa et de Cristóbal, situés aux deux extrémités du canal. Le conglomérat hongkongais estime que cette intervention viole un traité de protection des investissements ainsi que le droit international.

Cette nouvelle plainte s'ajoute à une procédure contractuelle distincte engagée par sa filiale Panama Ports Company (PPC), qui réclame au moins 2 Mds USD, portant le total des demandes à plus de 3,5 Mds USD.

Pour mémoire, la Cour suprême du Panama a jugé en janvier que la concession accordée à PPC était inconstitutionnelle et a annulé le contrat. Les autorités ont ensuite pris le contrôle des deux terminaux le 23 février. CK Hutchison, qui détient 90 % de PPC, accuse le gouvernement d'avoir saisi des biens, équipements, technologies et documents liés à l'exploitation des ports.

Selon des experts, la procédure pourrait durer au moins trois ans compte tenu de la complexité du dossier.

Retour au sommaire ici

Macao

Plan quinquennal (2026-2030) : Macao accélère la diversification économique et la rénovation urbaine

Le gouvernement de Macao a présenté le 18 août son troisième plan quinquennal (2026-2030), qui fixe huit objectifs de développement et s'articule autour de quatre priorités : la diversification économique, l'intégration accrue avec la zone de Hengqin, la rénovation urbaine et le renforcement du rôle de Macao comme plateforme de coopération entre la Chine et les pays lusophones.

Le gouvernement vise à porter à environ 60 % d'ici à 2030 la contribution du secteur « non lié aux jeux » au PIB, alors que les recettes fiscales issues des jeux représentent encore 80 à 85 % des revenus publics.

La stratégie de diversification « 1+4 » repose sur le tourisme et les loisirs intégrés, auxquels s'ajoutent quatre secteurs prioritaires : la santé et la médecine traditionnelle chinoise, la finance, les hautes technologies, ainsi que les congrès, expositions et événements (MICE), en lien avec le commerce, la culture et le sport. Sa mise en œuvre reposera notamment sur quatre projets structurants : la cité universitaire internationale Macao-Hengqin ; la zone internationale de tourisme intégré et de culture de Macao ; le parc industriel de recherche et développement scientifique et technologique de Macao ; et le terminal de fret de l'aéroport international de Macao. Ces projets seront soutenus par un fonds d'orientation piloté par le gouvernement.

La rénovation urbaine constitue un autre axe majeur du plan. Les autorités lanceront, au second semestre 2026 un état des lieux des bâtiments, quartiers et infrastructures afin d'orienter les futurs projets de réaménagement.

Enfin, le plan met l'accent sur la sécurité nationale, l'État de droit et la modernisation administrative, avec un plan d'éducation à la sécurité nationale pour 2027-2032 et une meilleure coordination des services publics.

Retour au sommaire ici

Taïwan

Economie : grâce à une solide performance du commerce extérieur, Taïwan enregistre une croissance du PIB de 14 % au premier semestre 2026 (en g.a.)

D'après les dernières prévisions de la Direction générale du budget, des comptes publics et des statistiques (DGBAS), l'économie de l'île a enregistré, sur les six premiers mois de l'année en cours, une croissance de 14 % en glissement annuel, essentiellement sous l'influence de la dynamique du commerce extérieur qui y apporte une contribution importante (8 points) dans un contexte de demande toujours forte d'équipements dédiés au développement de l'IA. Les ventes de produits informatiques et de télécommunication progressent, selon les douanes taïwanaises, de 84 % pendant cette période, tout comme celles de composants électroniques (+42 %), ces deux secteurs représentant 79 % du total. On observe d'ailleurs une reprise des exportations taïwanaises de produits non TIC (métaux, machines-outils, etc.) qui enregistrent une hausse de +9 % entre janvier et juillet 2026, après une quasi-stagnation de +1 % en 2025. La demande intérieure n'a pas été en reste avec une progression de l'investissement (+9,8 % ; contribution de 2,6 points) en raison du renforcement des capacités de production par les entreprises taïwanaises. La consommation privée, en hausse de +5,4 %, contribue aussi positivement à la croissance (2,4 points), tout comme les dépenses publiques (+3,7 % ; 0,5 point). Dans ce contexte, la DGBAS a revu à la hausse ses prévisions de la croissance du PIB pour Taïwan, qui pourrait atteindre 11 % en 2026, niveau le plus élevé depuis 1987 (12,7 %).

Budget 2026 : avec 266 jours de retard, le budget général pour l'année 2026 est finalement adopté par le Yuan législatif

Le vendredi 14 août, le budget du gouvernement central a été adopté en troisième lecture, avec 266 jours de retard depuis sa présentation le 29 août 2025. Il est en hausse de +2,1 % par rapport au budget réalisé en 2025, à 2986 Mds TWD (80,9 Mds EUR), mais a été revu à la baisse de -1,6 % par rapport à la version présentée par le gouvernement. La version votée affiche un excédent de 478 Mds TWD (12,9 Mds EUR), soit 1,4 % du PIB prévisionnel 2026, avec une estimation de recettes revue à la hausse, à 3 464 Mds TWD (94 Mds EUR). Les dépenses représentent environ 8,9 % du PIB 2026 (selon les dernières prévisions d'août).

La décomposition du budget par principaux postes de dépense n'a pas encore été rendue publique. Pour mémoire, la proposition de budget 2026 allouait principalement les crédits aux dépenses sociales (27,4 % ou 22,5 Mds EUR), d'éducation (18,3 % ou 15,1 Mds EUR), militaires (18,1 % ou 14,9 Mds EUR) et affaires économiques (14,1 % ou 11,6 Mds EUR). De source de presse, les principales coupes obtenues par l'opposition portent sur les allocations spéciales des responsables d'agences gouvernementales, les

dépenses en équipements militaires et la politique de communication. En revanche, la ligne budgétaire concernant le développement de la filière drones (63,4 Mds TWD ; 1,7 Md EUR) a été adoptée sans subir de coupe, malgré les nombreux débats qu'elle a suscités.

Le budget général désormais adopté, le législateur taïwanais pourra se pencher sur l'adoption de budgets rectificatifs dits « additionnels ». Pour mémoire, l'absence d'accord sur le budget général au Parlement n'avait pas empêché l'adoption d'un budget spécial de 8,8 Mds TWD (239 M EUR) à destination de l'acquisition de matériel militaire en mai 2026. En effet, le budget spécial se différencie du budget rectificatif en ce qu'il s'inscrit en dehors du cadre du budget général annuel. Par ailleurs, le retard record de l'adoption du budget général n'a pas entraîné de « *shut down* » de l'administration taïwanaise, cette dernière s'étant appuyée sur le budget adopté sur l'année n-1, comme le dispose l'article 54 du « *Budget Act* ».

Investissement : le Fonds national de développement (NDF) valide la première phase du mécanisme de garanties de crédits de 250 Mds USD accordé par Taïwan dans le cadre de l'accord commercial avec les Etats-Unis

Ce mardi 4 août, le comité de management du Fonds national de développement (NDF), fonds d'investissement institutionnel affilié au Conseil national de développement (NDC), a annoncé avoir validé la première phase du mécanisme de financement des entreprises taïwanaises qui investiront aux Etats-Unis dans des secteurs stratégiques. Dans le cadre de l'accord commercial signé en février dernier entre les Etats-Unis et Taïwan, l'île s'était engagée à fournir 250 Mds USD de garanties de crédits afin d'accompagner les investissements de ses entreprises aux Etats-Unis. Le NDF s'est engagé à abonder 60 % du fonds de garantie estimé à 1,4 Md USD pour la première phase, les 40 % restants seront couverts par un total de 15 banques taïwanaises parmi lesquelles figurent les principaux groupes financiers de l'île (Cathay, Fubon, CTBC, etc.).

Dans un premier temps, ce fonds doit permettre de garantir à hauteur de 55 Mds USD de demandes de financement des entreprises et pourra être revu à la hausse pour couvrir jusqu'à 250 Mds USD, montant désigné dans le cadre de l'accord commercial.

La première phase du mécanisme de financement, qui en compte cinq, a également été validée par le Yuan Exécutif et les candidatures sont déjà ouvertes.

Tarifs : les drones et composants de drones taïwanais seront imposés selon un tarif « privilégié » de 15 % dans le cadre d'une nouvelle vague mondiale de tarifs américains

Jeudi 13 août, le président américain Donald Trump a introduit de nouveaux tarifs allant de 25 à 100 % sur les importations de drones et composants de drones dans le cadre de la section 232 du *Trade Act* de 1962, qui autorise le président américain à imposer des tarifs douaniers ou des restrictions à l'import sur des biens perçus comme relevant de la sécurité nationale. À l'instar du Japon, de la Corée du Sud, de la Suisse, du Lichtenstein et de l'Union Européenne, Taïwan sera imposé selon un tarif « privilégié » de 15 % à condition néanmoins de démontrer que les composants et technologies critiques composant les drones proviennent des Etats-Unis ou de pays partenaires des Etats-Unis.

Dans le cas contraire, les drones taïwanais seront imposés entre 25 % et 100 % en fonction de leur poids et de leur criticité. Seront imposés à hauteur de 100 % les drones de plus de 25 kilogrammes, les drones équipés de systèmes d'imagerie thermique, les stations d'accueil pour drone et les composants sensibles. Les drones de moins de 25 kilogrammes, qui représentaient 88 % des exportations taïwanaises sur les dix premiers mois de l'année 2025, seront imposés à 25 %.

Les nouveaux tarifs entreront en vigueur 21 jours après le 13 août, à l'exception des composants pour drones jugés non-sensibles dont la nouvelle tarification s'appliquera à compter de 180 jours.

Drones : Taïwan devient le 3ème exportateur de batteries à destination de l'Ukraine en 2025

Dans un rapport publié le 15 juillet, le Think Tank taïwanais DSET révèle que l'île a fait un bond de 21 places depuis 2019, pour se positionner en 2025 en troisième position des exportateurs de batteries lithium vers l'Ukraine (54,6 M USD), derrière le Vietnam (97,1 M USD) et la Chine (1,12 Md USD), d'après les données douanières ukrainiennes. Si ces données n'incluent pas uniquement les batteries à destination des drones, cette progression s'inscrit dans la montée en puissance de la chaîne de valeur taïwanaise de drones « non-rouges » dont les résultats à l'export au premier trimestre 2026 (139 000 drones) ont déjà dépassé les résultats de l'année 2025 (123 000 drones). Par ailleurs, dans son rapport le DSET estime qu'au moins un fabricant taïwanais de batteries exporte entre 5 et 7 millions de cellules par mois vers le marché ukrainien.

Intelligence artificielle : Visionbay.ai, filiale de *cloud computing* de Foxconn, a mis en service son datacenter de 5 MW à Taïwan

Annoncé dans un communiqué de presse ce vendredi 31 juillet, l'entreprise Visionbay.ai a officialisé la mise en service de son data center à Kaohsiung, destiné à l'entrainement et à l'inférence de modèles d'intelligence artificielle. Cette dernière, filiale de Foxconn, opère déjà à plus de 90 % de sa capacité, se reposant sur l'architecture Nvidia HGX et sa gamme B300 (Blackwell ultra).

Pour Visionbay.ai, ce projet s'intègre dans son ambition de fournir une solution d'IA complète à ses clients, de l'infrastructure à la plateforme de calcul. Par ailleurs, l'entreprise a reçu de la part de Nvidia la certification « *Exemplar Cloud Providers* » qui reconnaît la qualité de ses services en termes de performance, de sécurité et de confiance. Pour l'instant, seules 10 entreprises dans le monde ont reçu cette certification.

Retour au sommaire ici

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin
christian.gianella@dgtresor.gouv.fr, kevin.besancon@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : tanguy.mercierdesrochettes@dgtresor.gouv.fr